

Vers une stratégie nationale de sensibilisation

Dominic Boisvert et Jacinthe Duval

En 2014, lors d'une rencontre organisée par Bibliothèque et Archives Canada, de nombreux intervenants du milieu archivistique se sont réunis à Ottawa afin de développer une stratégie nationale pour l'avenir des archives au Canada. Les participants ont identifiés trois grandes priorités sur lesquelles la communauté archivistique devait se pencher : la Commission sur la réconciliation et la Vérité; la main-d'œuvre; et la sensibilisation des canadiens et canadiennes aux archives.

L'Association des archivistes du Québec (AAQ), l'Association canadienne des archives (ACA), Bibliothèque et Archives Canada (BAC), le Regroupement des archivistes provinciaux et territoriaux ainsi que le Conseil canadien des archives (CCA) s'unissent pour former le Comité directeur des archives. Ce dernier crée trois groupes de travail qui devront se pencher sur les trois grandes priorités identifiées par les archivistes du pays. C'est ainsi qu'un appel est lancé afin de former le Groupe de travail sur la stratégie de sensibilisation. Dès le départ, il y avait une volonté de ne pas seulement regrouper des archivistes dans ce groupe de travail, mais aussi des experts en communication ainsi que des usagers des archives. Une membre du groupe de travail avait aussi énormément d'expérience en lobbying politique. Le reste du groupe est évidemment composé d'archivistes d'un peu partout au pays.

Les douze membres du Groupe de travail sur la stratégie de sensibilisation ont ainsi tenu leur première rencontre en 2017 afin d'établir les bases du projet. Il est devenu très évident dès le départ que la stratégie devait se scinder en deux, soit une stratégie de sensibilisation auprès de la population canadienne, et une stratégie de promotion des archives auprès des décideurs politiques.

Les membres du groupe de travail sont:

- Dominic Boisvert, associé principal et co-fondateur de HB archivists et chargé de cours à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal
- Sophie Desruisseaux, agente de communications à la Commission des partenaires du marché du travail à Montréal
- Jacinthe Duval, co-présidente du groupe de travail et archiviste-coordonnatrice à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Gatineau.
- Terry Eastwood, professeur emeritus, École de bibliothéconomie, archivistique et sciences de l'information, University of British Columbia, Vancouver

- Yves Frenette, professeur et détenteur de la Chaire de recherche du Canada *Migrations, transferts et communautés francophones*, Université de Saint-Boniface, Winnipeg
- Heather Gordon, co-présidente du groupe de travail et archiviste en chef aux Archives de la Ville de Vancouver
- Krista Jamieson, Archiviste responsable du numérique, Bibliothèque de l'Université McMaster, Hamilton
- Christine Lovelace, archiviste académique aux Archives & Special Collections, University of New Brunswick, Fredericton
- Emily Lonie, Archiviste en chef aux Archives de la Ville de Coquitlam
- Nancy Marrelli, archiviste emerita à l'Université de Concordia, Montréal
- Claude Roberto, archiviste à la retraite aux Archives provinciales de l'Alberta et présidente du Groupe d'experts en sensibilisation du Conseil international des Archives
- Vicky Tran, Conseillère stratégique en contenu et engagement, University of British Columbia, Vancouver

La première étape était évidemment de se faire un plan de travail. Le Groupe de travail y a indiqué ses objectifs et a identifié les étapes par lesquelles nous allions les atteindre. Pour le premier projet, le groupe s'est divisé en deux. L'un des groupes s'est concentré sur une revue de la littérature concernant la diffusion et les revendications politiques par la communauté archivistique. Le Groupe de travail avait aussi identifié le besoin de valider que l'opinion et la connaissance des canadien(ne)s était bien ce que nous pensions. La deuxième équipe a donc développé un sondage qui a été envoyé auprès de la population générale. Nous avons obtenu plus de 150 réponses.

La revue littéraire a démontré qu'il y avait déjà beaucoup de littérature sur les meilleurs moyens de diffusion. Les auteurs présentaient leurs divers projets de diffusion, ou parlaient même de stratégie et de concertation pour une meilleure diffusion auprès des décideurs politiques. Nous en sommes venus à la conclusion qu'il y avait déjà assez d'informations dans ces publications pour nous permettre d'avancer dans nos projets sans avoir à faire plus de recherches nous-mêmes ou avoir à faire des sondages plus professionnels.

Le sondage que nous avons concocté a d'ailleurs confirmé nos impressions. La majorité des répondants trouvait que les archives étaient importantes, mais ils ne savaient pas vraiment ce que c'était ni à quoi elles servaient. L'utilité principale identifiée par les répondants était la généalogie et l'histoire régionale. Nous savions donc que les efforts de sensibilisation effectués jusqu'ici par les archivistes n'ont pas eu les effets espérés. Le public reste sensiblement ignorant de ce que sont les archives et de ce que font les archivistes.

Suite à ces exercices, nous avons déterminé qu'il était trop difficile d'essayer de rejoindre toute la population par nous-mêmes. Nos efforts étaient trop éparpillés et nos ressources trop maigres pour que nous y parvenions. Nous avons donc

identifié trois publics cibles par lesquels nous pourrions mieux rejoindre les canadien(ne)s. Nous croyons qu'en sensibilisant les médias, les éducateurs et les politiciens, nous arriverons, avec leur aide, à sensibiliser le reste de la population. Les médias, parce qu'ils ont des moyens de diffusion puissants, les éducateurs parce qu'ils pourront sensibiliser nos jeunes dès leur enfance à l'utilisation des archives, et les politiciens parce qu'ils ont les moyens d'intervenir directement sur nos besoins (ex. financement, législation, etc.).

Nous avons donc poursuivi notre projet en organisant des entrevues avec des représentants de chacun des groupes cibles. Par ces entrevues, nous désirions comprendre comment parler de manière efficace avec nos trois groupes cibles. Nous voulions identifier non seulement nos besoins, mais aussi les leurs afin de trouver les meilleurs moyens de les rejoindre. Chaque membre du groupe de travail a donc interviewé des éducateurs, des politiciens ou des gens des médias afin de tracer un portrait pan-canadien des besoins de chacun de ces groupes.

Suite à l'analyse des résultats, et certainement grâce à l'énorme contribution de nos expertes en communication, nous avons pu préparer quelques messages clés qui devront être communiqués à chacun des groupes cibles. Il est aussi devenu rapidement évident qu'aucune action concertée ne pourrait se faire sans qu'un groupe de travail national ne coordonne le tout.

Nous avons donc identifié les messages clés pour chacun des groupes cibles, émis quelques stratégies nationales visant à mieux nous équiper pour les rejoindre ainsi que quelques stratégies pour les centres d'archives et les archivistes individuels afin que tous puissent contribuer à leur manière à la diffusion de nos messages. Dans le cadre de cette présentation, nous allons donc vous résumer les recommandations pour chacun des groupes cibles.

Nos entrevues auprès de représentants des médias, que ce soit des journalistes, animateur, chroniqueur à la radio, télévision, journaux, médias numériques, nous ont permis d'identifier quelques messages clés que nous croyons important de faire véhiculer auprès de nos médias.

- **Les archivistes sont là pour vous.** Les archivistes conservent des documents d'archives, et ont une expertise qui peuvent vous aider à améliorer votre couverture d'événement – et inspirer votre prochaine histoire.
- **L'exactitude de vos informations est importante pour vous – elle l'est pour nous aussi.** Les archivistes conservent une quantité phénoménale de documents uniques afin que tous puissent s'en servir.. Ces documents racontent de manière fiable l'histoire des gens, leurs idées et les activités d'une communauté – et peuvent servir à contrecarrer les fausses nouvelles, les stéréotypes et les mauvaises représentations.
- **Tout comme les journalistes, les archivistes jouent un rôle clé dans la préservation d'une société démocratique.** Les archives et les archivistes conservent de l'information importante qui peut informer les

décisions actuelles. Ils offrent des documents qui permettent aux médias d'expliquer ce qui a été fait par le passé et l'impact de ces actions sur le présent.

- **Venez explorer nos collections! – Les centres d'archives assurent la préservation de ces documents pour que des journalistes comme vous puissiez venir les consulter.** Visitez les archives en ligne ou en personne. N'hésitez pas à consulter des documents d'archives lorsque vous avez besoin d'information... ou d'inspiration!
- **N'hésitez pas à contacter votre centre d'archives si vous avez besoin d'aide.** Les centres d'archives ne sont pas comme les bibliothèques, et les archivistes classent leurs documents de manière différente. N'hésitez donc pas à entrer en contact avec eux, ils sont là pour vous aider.
- **SVP, appuyez votre centre d'archives en citant vos sources.** Tout comme vous devez citer des experts ou des références pour une étude d'où vous avez pris vos informations, vous devez aussi citer vos sources de documents d'archives afin que d'autres après vous puissent retrouver l'information. En faisant cela, vous informez aussi vos lecteurs qu'il y a de l'information intéressante et importante dans le centre d'archives.

Ainsi, tous nos efforts auprès des médias devraient être dans le but de véhiculer ces messages clés. Afin de nous donner les moyens nécessaires pour rejoindre les médias, nous proposons les stratégies suivantes qui devront être mises en place par un comité national de sensibilisation aux archives tel que mentionné ci-haut.

La première stratégie est d'importance capitale et si une seule des stratégies de ce rapport doit être mise en place, nous recommandons que ce soit celle-ci. Nous proposons donc la création d'un groupe de travail par le CCA regroupant, au minimum, un représentant de l'ACA et un représentant de l'AAQ. Ce groupe de travail national de sensibilisation sur les archives devra mettre sur pied et coordonner des efforts nationaux de sensibilisation sur les archives. Nous suggérons aussi que ce groupe de travail puisse faire appel à des experts en communication, relations médiatiques et autres expertises utiles afin d'augmenter l'efficacité de son travail. Ce groupe de travail devra trouver les ressources et mettre en place les recommandations qui suivront. Le comité devra aussi veiller à la création d'une ou de plusieurs plateformes d'échanges, de travail collaboratif et d'information qui serviront aux efforts de sensibilisation dans tout le pays.

En ce qui concerne les médias, nous recommandons ensuite la création d'un cours d'introduction en communication. Ce cours aurait pour but de familiariser les archivistes avec la base d'une écriture efficace, la planification éditoriale et l'utilisation compétente des médias sociaux. Les archivistes sont, comme nous le savons, des experts en contenu. Par contre, la plupart d'entre nous n'avons pas l'expertise qui nous permettra de diffuser de manière efficace ce contenu afin de mieux capter l'intérêt du public, mais surtout des médias. Le projet pourrait être coordonné par le Groupe de travail national sur la sensibilisation des archives.

La Society of American Archivists a justement un cours semblable qui pourrait servir d'inspiration, le "[Carpe Media: Communications and Media training for Archivists](https://www2.archivists.org/am2018/media-training)" produit par Jason Steinhauer : <https://www2.archivists.org/am2018/media-training>

Afin de rendre cette formation plus accessible à tous, elle devrait être présentée en ligne ou sous forme de webinaire afin de rendre plus efficace le plus grand nombre d'archivistes au pays. La même formation pourrait être offerte en personne par les diverses associations d'archives au pays afin de favoriser les échanges. Ce genre de formation devrait aussi être intégrée dans les programmes de formation universitaires en archivistique afin que la prochaine génération d'archivistes soit mieux outillée pour communiquer et utiliser les médias.

Dans la même veine, nous recommandons aussi la création d'une formation en relations médiatiques. Le but de cette formation étant d'apprendre à donner des entrevues et des conférences de presse efficaces. Encore une fois, cette formation pourrait s'inspirer des ateliers offerts par la Society of American Archivists. En outre, ces formations devraient être disponibles en ligne et/ou via les associations professionnelles du pays.

Nous proposons en outre que le Groupe de travail national sur la sensibilisation produise un calendrier éditorial national. Certains événements historiques ou certaines dates ont une résonance nationale. On pense à la création de la Confédération, l'adoption du drapeau canadien, la Fête du Canada, le référendum, la Journée de la terre, etc. Plutôt que de laisser chaque centre d'archives se débrouiller seul pour essayer de faire une place aux archives dans la commémoration de ces événements, un calendrier éditorial pourrait permettre des projets collaboratifs et à plus grande portée auprès des médias du pays. Une série de documents d'archives provenant de divers endroits, portant sur un sujet d'actualité (ex. les pandémies, changements climatiques, etc.) pourraient ainsi offrir une perspective pancanadienne sur la question qui pourrait être reprise par les grands quotidiens nationaux et ainsi offrir une plus grande diffusion des archives.

Le groupe de travail national devra identifier les meilleurs moyens d'utiliser ce calendrier éditorial national. Le groupe de travail devra aussi identifier la ou les meilleur(e)s plateformes pour rendre ce calendrier disponible, permettre la contribution de tous, et assurer que le calendrier soit utile. Cette plateforme devrait aussi permettre les échanges et le partage d'outils de diffusion afin de permettre à tous de devenir plus efficaces. Les associations nationales et provinciales pourraient avoir à jouer un rôle dans le partage, la diffusion et l'utilisation de ce calendrier. Le Groupe de travail pourrait avoir la responsabilité de produire les communiqués de presse dans tout le pays au nom des organismes participants.

Voici quelques suggestions : le calendrier pourrait être utilisé pour identifier une thématique par mois avec une résonance nationale pour laquelle une perspective pancanadienne pourrait être intéressante. Des archivistes de partout au pays pourraient alors ajouter du contenu à une banque d'images, de publications sur médias sociaux, etc. sur le sujet qui mettent en évidence des documents d'archives. Les archivistes et les médias du pays pourraient ainsi avoir accès à une grande banque d'idées sur un sujet donné et utiliser les idées les plus pertinentes à leur région ou à leurs moyens. Des communiqués de presse nationaux ou provinciaux pourraient être diffusés mettant en vedette la thématique vue par les archives rassemblées par le comité national. La banque d'idée pourrait aussi être enrichie de thématiques toujours d'actualités (petits chats, la mode des années 1920, la tasse de café à travers le temps, évolution de loisirs, thèmes qui ramène la nostalgie, etc.)

Afin de mieux communiquer avec les médias qui utilisent énormément Twitter et autres médias sociaux, nous recommandons aussi l'utilisation d'un hashtag pour la communauté archivistique canadienne géré par le Groupe de travail sur la stratégie de sensibilisation. L'outil pourrait être utilisé par les archivistes du pays pour attirer l'attention du public et des médias avec humour. Les médias, et le public, sont souvent attirés par ce qui est nouveau, surprenant ou drôle. Il faut apprendre à utiliser ces outils tout en arrivant à véhiculer le message que nous voulons transmettre : les archives sont là pour vous servir. Par exemple, on pourrait publier une liste de héros qui ont utilisé les archives pour sauver le monde. Le Groupe de travail devra aussi créer un outil permettant la contribution des archivistes du pays à la banque d'idées, de documents à partager et une discussion créative entre les archivistes.

En résumé, les stratégies proposées pour les médias convergent toutes vers un effort coordonné de diffusion sur divers sujets qui ont le potentiel d'attirer l'attention des médias. Elles exigent aussi la création d'une ou de plusieurs plateformes d'échanges qui permettront aux archivistes du pays de créer ensemble, de partager des idées et des outils afin de rendre la collectivité archivistique au complet plus efficace dans ses efforts de communication et de sensibilisation des médias et du public aux archives. Ainsi dans une situation de pandémie, par exemple, la communauté archivistique aurait pu rapidement rejoindre les médias et démontrer son utilité en rappelant les pandémies du passée, les moyens utilisés pour les contrôler, ce qui avait fonctionné et ce qui n'avait pas fonctionné, etc.

Nous proposons aussi quelques stratégies qui s'adressent aux centres d'archives individuels afin que tous puissent contribuer à la diffusion de nos messages clés. Nous proposons donc aux centres d'archives qui le peuvent de travailler et de conserver leurs relations avec leurs médias locaux. Les médias sont généralement très heureux qu'on leur propose du matériel. Il ne faut donc pas attendre qu'ils viennent à nous, mais plutôt prendre l'initiative de leur proposer des idées, de leur demander comment nous pourrions les aider dans leur travail et leur faire découvrir ce que nous avons à offrir.

Nous encourageons aussi chaque centre d'archives à se créer un calendrier éditorial pour les événements pertinents à leur localité. Ce calendrier de dates clés (Journée de la femme, date de fondation d'une compagnie importante, anniversaire de naissance d'un personnage important, Fête du travail) devrait aussi contenir une liste de documents qui pourraient être mis en vedette.

Finalement, si vous avez le temps, les journalistes lancent souvent des discussions sur les médias sociaux, particulièrement sur Twitter. Prenez le temps d'offrir votre avis d'expert sur les sujets qui vous concernent afin de sensibiliser les journalistes à votre expertise et au contenu de vos archives qui pourraient être reliés à la discussion. Vous pouvez aussi créer une section dédiée aux médias sur votre site web afin de mieux accompagner les journalistes dans leurs recherches. Ces derniers sont souvent pressés, ils ont besoin de trucs pour repérer rapidement ce qu'ils cherchent. Vous pouvez aussi leur suggérer des documents qui servent souvent aux journalistes, des pistes de recherche ou des documents reliés aux sujets d'actualité.

Dans le cadre de nos recherches, nous avons déterminé que les enseignants de niveau collégial et universitaires devaient déjà être plus ou moins conscients de l'utilité des archives pour leurs recherches. Nous avons donc priorisé les enseignants du primaire et du secondaire dans le cadre de ce travail.

Comme dans le cas des médias, nos entrevues auprès d'éducateurs de divers niveaux nous ont permis d'identifier quelques messages clés que nous aimerions véhiculer auprès des enseignants. En utilisant ces messages de manière constante auprès de la communauté de l'éducation, nous arriverons peut-être mieux à les transmettre.

- **Les documents d'archives peuvent rendre l'enseignement de l'histoire plus vivant** : Les événements historiques peuvent sembler loin et ternes aux yeux de plusieurs élèves. Par contre, lorsqu'on les expose à des photographies, des lettres, des enregistrements sonores ou des films d'époque, l'histoire semble plus concrète, plus réelle. Plusieurs enseignants constatent d'ailleurs que certains élèves qui rencontraient des difficultés dans les cours d'histoire ont beaucoup mieux réussi après avoir été exposés aux archives.
- **Ce que nous savons du passé, nous le savons par les archives** : Les archives sont là pour aider les élèves à mieux comprendre ce qui s'est passé dans leur communauté, ou dans leur histoire.
- **Les archives peuvent servir à l'enseignement de la pensée critique et de la littératie médiatique** : La pensée critique et la littératie sont des éléments importants des matières enseignées par les enseignants. Les centres d'archives conservent des documents qui offrent plusieurs points de vue sur une même question. À la lecture de ces documents, les élèves pourront apprendre à mieux questionner les histoires officielles et les différentes perspectives sur un même événement.

- **Les archives font partie de votre communauté** : Il y a des centres d'archives à tous les niveaux, soit fédéral, provincial ou territorial, municipal, local et communautaire. Une visite au centre d'archives ne coûte généralement rien et les élèves y seront bien accueillis pour découvrir quelques éléments de leur histoire.
- **Les archivistes sont là pour vous aider** : Une première recherche dans les archives peut être intimidante pour ceux qui n'en ont pas l'habitude, qu'ils soient enseignants ou élèves. Les archivistes sont là pour vous aider à découvrir les archives.

Comme pour les médias, notre première recommandation pour le Groupe de travail national de sensibilisation sur les archives est de créer une formation pour les archivistes afin de leur apprendre à mieux communiquer avec les élèves et pour mieux les outiller à la préparation d'outils pédagogiques à offrir aux enseignants. La formation devrait permettre aux archivistes de mieux comprendre le curriculum scolaire, à communiquer de manière efficace à divers groupes d'âge, et à développer des outils pertinents pour les enseignants et les élèves. Nous proposons que les lignes directrices de cette formation soient émises par le Groupe de travail sur la stratégie de sensibilisation, mais que les formations soient développées et offertes par les associations provinciales et territoriales afin qu'elles soient adaptées au curriculum de chaque provinces et territoires.

Nous proposons aussi un plus grand partenariat avec les comités provinciaux et territoriaux responsables du curriculum scolaire. Les efforts seront coordonnés par le Groupe de travail sur la sensibilisation des archives, mais le travail sera effectué par des archivistes de chacune des provinces. Ces derniers devront identifier, avec l'aide du comité provincial de curriculum scolaire, les documents d'archives et les outils qui pourront mieux venir appuyer ce curriculum et le travail des enseignants. Ils pourront aussi participer à la création de trousseaux dédiés aux enseignants et sensibiliser les membres du comité au rôle que peuvent jouer les archives et archivistes dans le domaine de l'enseignement.

Nous proposons aussi d'intégrer des formations sur l'utilisation d'archives et de sources primaires dans les formations offertes aux enseignants. Ce projet, coordonné par le Groupe de travail qui sera appuyé par des archivistes de chaque province et territoire, permettra la création de formations pour enseignants qui seront offertes lors de leurs journées pédagogiques, voire même dans les facultés d'éducation aux futurs enseignants. Ceux-ci seront donc plus à l'aise d'utiliser des archives dans leurs enseignements et de faire appel aux archivistes dans leurs projets futurs.

Pour les centres d'archives individuels, nous les encourageons à offrir des visites guidées aux élèves ou même d'animer des classes dans les écoles des environs afin de mettre les jeunes en contact avec les archives. Selon nos entrevues, il semblerait que c'est le curriculum du Secondaire 1 et du Secondaire 2 qui se prêterait le mieux à ce genre d'activité. Pour faciliter ce genre de projet, nous

proposons que le Groupe de travail crée une plateforme sur laquelle les archivistes pourraient partager leurs outils/projets/idées afin d'inspirer leurs collègues et rendre l'organisation de ces activités plus facile.

Nous encourageons aussi les archivistes à entretenir des liens étroits avec des enseignants, voire même avec les enseignants des programmes de formation pour éducateurs, afin d'élaborer des projets éducatifs qui incorporent les archives. Cela permettrait la mise en place de projets de recherche par lequel les élèves seront directement en contact avec les archives. On pense, entre autres, au projet de soldats en Ontario par lequel les élèves devaient raconter l'histoire d'un soldat de leur localité en cherchant dans ses dossiers militaires et autres documents d'archives. Ou les « Heritage Fairs » au Nouveau Brunswick où les élèves doivent produire des présentations historiques exposées dans un salon, un peu comme les expo-sciences.

Nous avons finalement émis quelques recommandations qui devront permettre à la communauté archivistique d'intervenir de manière plus efficace auprès des décideurs politiques. Nous pensons, premièrement, qu'il serait primordial de créer un groupe de travail pour la sensibilisation des décideurs politiques sur l'importance des archives. Ce groupe de travail se distingue du précédent puisque les méthodes d'interventions et de travail dans le milieu politique est très différent, et l'expertise nécessaire se distingue aussi de ce qui est nécessaire pour les deux autres groupes cibles. On parle ici d'une expertise en lobbying politique. Nous croyons que la création d'un groupe de travail permanent, rassemblant des représentants du CCA, de l'AAQ et de l'ACA, est essentiel pour que la communauté archivistique puisse agir de manière concertée, forte et constante auprès de nos politiciens. Notre but étant de s'assurer que les besoins de la communauté archivistique soient pris en compte lors de législations et de création de programme. Nous n'avons qu'à penser aux efforts conjoints mis par les associations d'archivistes sur la question du droit d'auteur, beaucoup plus forts que si chacune des associations avaient travaillées seules. Le Groupe de travail n'aura pas nécessairement à compter beaucoup de membres. Un petit groupe peut agir plus rapidement lorsque c'est nécessaire. Mais il aura par contre à développer un bon réseau d'intervenants et d'experts afin de pouvoir répondre efficacement à diverses questions politiques qui pourraient toucher les archives.

Nous croyons qu'à certaines occasions, nous devrions faire appel à une firme spécialisée en relations gouvernementales afin de nous permettre d'avoir accès aux décideurs politiques clés. Le Groupe de travail devra alors avoir le mandat et les moyens de faire appel à ce genre de firme lorsque nécessaire. Le Groupe de travail aurait aussi le mandat de maintenir de bonnes relations avec quelques champions politiques qui pourraient appuyer notre cause. Les membres du groupe de travail devront recevoir de la formation en lobbying politique afin d'être efficaces dans leurs actions.

Le Groupe de travail aura aussi à produire et mettre à jour les listes de questions politiques qui touchent directement ou indirectement les archives. Il devra ensuite identifier des gens qui auront à travailler sur ces questions ou du moins surveiller les développements. Le Groupe de travail devra ensuite coordonner des interventions concertées sur les questions importantes afin de maintenir une présence et une connaissance des archives dans les grandes questions législatives du pays. Évidemment, le groupe de travail aura aussi à préparer les mémoires, brefs et autres documents qui pourront servir à appuyer nos intérêts dans les grands débats politiques et élaboration de législation. Il pourra en outre élaborer des contenus pour les sites web des centres d'archives du pays afin de faire connaître les besoins politiques de la communauté auprès des amis des archives de manière concertée et coordonnée. Il devra en outre émettre des recommandations sur les moyens d'intervention dans des questions provinciales, territoriales ou locales.

Dans la même veine, le Groupe de travail devra diriger des efforts collectifs de pression politique à travers le pays. On pense, par exemple, aux tentatives de pression politique qui avaient été faites pour empêcher les changements au recensement de Statistiques Canada. Le Groupe de travail pourrait produire les outils et les tactiques de pression utilisées par tous les centres d'archives du pays afin de mieux faire connaître les besoins et les inquiétudes de la collectivité archivistique.

Le Groupe de travail devra en outre développer un réseau d'archivistes qui devront intervenir auprès des décideurs politiques à travers le pays et qui pourront, avec l'appui du Groupe de travail national, intervenir sur les questions plus provinciales, municipales ou locales. Ce réseau pourra sans doute se créer à travers les associations provinciales et territoriales du pays. Il pourra aussi s'allier à d'autres organisations ou associations sur certaines questions lorsque ce sera pertinent afin de donner plus de force à nos efforts. Le Groupe de travail devra aussi offrir une formation aux participants à ce réseau afin de les rendre plus efficaces, ainsi qu'une trousse « d'outils » ou de gabarits de projets qui pourraient être utilisés sur des questions récurrentes comme, par exemple, l'adoption de budgets par divers paliers de gouvernement. En termes de formation, nous pourrions peut-être nous inspirer, encore une fois, de formations déjà offertes par la Society of American Archivists à ses membres. Ce sera aussi au Groupe de travail d'assurer la communication et la coordination des efforts des archivistes des diverses provinces sur des questions qui pourraient en toucher plusieurs à la fois afin d'assurer une collaboration entre elles. Pour ce faire, le Groupe de travail aura sans doute à produire une plateforme de collaboration pour permettre des échanges plus efficaces et productifs entre les intervenants. Cette plateforme pourrait être la même plateforme que celle utilisée par le Groupe de travail sur la sensibilisation des médias et des éducateurs, ou une plateforme à part.

Pour que les archives soient plus présentes dans les esprits déjà surchargés de nos décideurs politiques, il faudrait aussi que les centres d'archives individuels

fassent quelques efforts afin de leur rappeler leur existence et leur importance. Nous recommandons tout d'abord que chaque centre d'archives qui le peuvent prenne le temps de contacter régulièrement les politiciens de leur région, qu'ils travaillent au niveau municipal, régional, provincial ou fédéral. Il est important de leur souligner l'existence de centres d'archives dans leur comté et les outils que les archivistes peuvent leur offrir pour les assister dans leur travail. Si une question d'actualité surgit pour laquelle vous avez des documents d'archives qui pourraient être pertinents et utiles, n'hésitez pas à en faire part au politicien concerné ou à son personnel. N'oubliez pas non plus de les inviter lorsque vous tenez un événement qui aura une bonne visibilité, ou dans des circonstances durant laquelle un politicien aura la chance de prendre de bonnes photos promotionnelles (ex. exposition d'un document rare très important pour la communauté, un anniversaire, etc.)

Le texte de la stratégie offre aussi quelques indications sur les meilleurs moyens de parler avec un politicien. Ces informations nous viennent principalement des entrevues que nous avons tenues avec divers politiciens, personnel permanent ou lobbyistes professionnels. Il faut se rappeler que ces derniers ont souvent beaucoup de dossiers à gérer et très peu de temps. Il faut donc que nos messages soient claires, bien ciblés et concis. On évite le général, ce n'est pas productif. Il faut offrir des exemples, en particulier des exemples qui vont provoquer une réaction émotionnelle. On s'assure ainsi que notre interlocuteur va se rappeler de notre conversation. Si vous venez demander de l'argent, vous devez pouvoir démontrer concrètement ce que cela va vous apporter à vous et à la communauté. N'oubliez les partis de l'opposition. Ces derniers peuvent obliger une discussion parlementaire sur des sujets qui vous concernent. Si possible, prenez le temps de participer aux rencontres de conseils. Et n'hésitez pas à intervenir lorsque c'est pertinent afin de mettre à profit votre expertise et sensibiliser les politiciens municipaux aux questions archivistiques. Les centres d'archives devraient aussi prendre le temps de participer aux consultations publiques émises par les municipalités. Ils devraient proposer des documents d'archives qui peuvent être intéressants pour alimenter ces consultations et autres questions d'actualité.

En conclusion, les travaux du Groupe de travail sur la stratégie nationale de sensibilisation aux archives nous portent à recommander que la communauté archivistique canadienne agisse de manière concertée afin de sensibiliser trois groupes cibles aux archives. Nous croyons ainsi arriver à mieux faire connaître les archives aux canadiens et canadiennes en général tout en minimisant nos efforts.

Il est clair pour nous aussi, que ces efforts auprès des groupes cibles identifiés doivent être coordonnés et rassembler toute la communauté archivistique. Même si le travail de centres d'archives individuels reste essentiel, nous voyons que ce n'est pas suffisant. Nous croyons nécessaire la mise en place de groupes de travail qui devront établir les stratégies nationales de diffusion, qui devront coordonner et diriger les efforts afin que les moyens de diffusion de la

communauté archivistique aient un plus grand impact. Nous croyons ainsi que nous arriverons à mieux sensibiliser les canadiens à l'importance des archives et au travail des archivistes.

Il est évident pour les membres du Groupe de travail, qu'en essayant de diffuser les mêmes messages, avec des porte-paroles mieux formés pour présenter ces messages de manière efficace, et appuyé d'une organisation efficace, nous arriverons à mieux diffuser nos messages. Les recommandations que nous allons présenter devraient aussi permettre deux niveaux d'actions, soit au niveau national et provincial et l'autre au niveau régional.

Pour permettre ce genre d'action, nous recommandons donc fortement la création de deux groupes de travail, un pour la sensibilisation des enseignants et média et l'autre pour la sensibilisation des politiciens. Comme l'approche à la sensibilisation du public et des politiciens est différente, nous suggérons fortement que ce soit effectivement deux groupes de travail différents afin de leur permettre de développer chacun leur expertise. Ces groupes de travail devront permettre une plus grande collaboration entre association et organismes de la communauté archivistique. Ils devront coordonner la création et la gestion d'outils permettant cette collaboration entre organismes.

La conclusion clé de ces travaux, c'est que pour atteindre notre but et arriver à rejoindre le plus grands nombres de citoyens possible, nous devons travailler ensemble, de manière concertée, organisée et constante afin de diffuser le même message. Nous croyons aussi qu'en s'adressant directement aux enseignants, aux médias et aux politiciens, nous arriverons à mieux diffuser nos messages de manière plus efficace et utile.